

Santé, Protection animale, Environnement
2 rue Pierre Bonnard
CS 70590
64010 Pau

Pau, le 17/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CAMBAYOU Jean

1664, route de Sévignacq
64160 Coslédaà-Lube-Boast

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2025 dans l'établissement CAMBAYOU Jean 64160 Coslédaà-Lube-Boast. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle est réalisé dans le cadre de la programmation annuelle de l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Un contrôle sur la biosécurité est également réalisé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CAMBAYOU Jean 64160 Coslédaà-Lube-Boast
- Code AIOT : 0056402228
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Présentation de l'installation

Cet élevage porcin, d'abord de type naisseur-engraisseur, est aujourd'hui un atelier d'engraissement. Initialement exploité par M. Cambayou, il a ensuite été géré en 2009 par l'EARL CASTAN (arrêté préfectoral n°2009/0315 du 22 juin 2009 – 836 animaux-équivalents : 106 reproducteurs, 6 cochettes, 340 porcelets en post-sevrage et 444 porcs à l'engraissement) puis par l'EARL JAMBETOU

en 2020 pour un effectif autorisé de 610 animaux-équivalents, 320 porcelets en post-sevrage et 546 porcs à l'engraissement.

Repris par M. Cambayou en juin 2022, un seul bâtiment d'engraissement est aujourd'hui exploité. La conduite est en intégration avec le groupement FIPSO.

L'effectif actuel est de 480 porcs à l'engraissement en bande unique. Les animaux arrivent au poids de 22 kg et sont élevés jusqu'au poids vif de 120 kg. La durée d'élevage est d'environ 4 mois.

Les autres bâtiments d'élevage sont désaffectés.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant	
4	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Demande d'action corrective	
5	Dispositions générales	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.512-68	Demande de justificatif à l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Emissions dans l'eau et dans les sols	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23	Sans objet
3	Emissions dans l'eau et dans les sols	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Trois non-conformités relevées liées à l'absence de déclaration de changement d'exploitant, l'absence d'extincteurs et le cahier d'épandage incomplet :

Des justificatifs de mise en conformité sont attendus pour les deux premières et un rappel réglementaire pour la troisième.

Une actualisation administrative de l'installation est nécessaire au vu des modifications réalisées et de la baisse du niveau d'activité effective.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Lutte contre l'incendie
Constats : Non-conformité relevée : absence d'extincteurs au sein de l'installation. La lutte externe est assurée par un poteau incendie situé à 400 m du bâtiment d'élevage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 2 : Emissions dans l'eau et dans les sols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Collecte et stockage des effluents
Prescription contrôlée : Stockage du lisier
Constats : Le lisier est stocké uniquement en pré-fosse sous l'unique bâtiment d'élevage. La capacité utile de stockage avec l'aire d'attente des animaux avant embarquement est de 450 m ³ . La capacité de stockage est de 8 mois, conforme à la capacité agronomique et réglementaire en zone vulnérable. La fosse enterrée n'est plus utilisée et sécurisée (rempli de gravats).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Emissions dans l'eau et dans les sols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2
Thème(s) : Élevage, Traitement des effluents d'élevage
Prescription contrôlée : Plan d'épandage
Constats : Le plan d'épandage est constitué des terres en propre de l'exploitant, toutes cultivées en Bio. La superficie potentielle épandable est de 35 ha.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Enregistrement des pratiques d'épandage
Prescription contrôlée : Cahier d'épandage
Constats : Non-conformité : le cahier d'épandage est incomplet. Il ne comprend pas les quantités d'azote, le rendement de la culture et le bilan de fertilisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 5 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.512-68
Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant
Prescription contrôlée : Déclaration de changement d'exploitant
Constats : Non-conformité : absence d'information du changement d'exploitant intervenu en juin 2022 (précédent exploitant : EARL JAMBETOU).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

